

Brussels, 26 September 2025 (OR. en)

13193/25

COMPET 912 IND 370 CLIMA 364 ENV 886

NOTE

From:	General Secretariat of the Council
To:	Delegations
Subject:	AOB for the meeting of the Competitiveness Council of 29 September 2025:
	Current legislative proposals (Public deliberation in accordance with Article 16(8) of the Treaty on European Union)
	Reconciling the 2040 climate target with European industrial competitiveness
	- Information from France

Concilier l'objectif climat 2040 avec la compétitivité industrielle européenne

La Commission européenne a présenté le 2 juillet 2025 sa proposition d'amendement à la loi européenne sur le climat (LEC) visant à introduire un objectif climatique de l'UE pour 2040. Simultanément, en amont de la COP 30 de Bélem, l'Union européenne doit soumettre, d'ici fin septembre 2025, sa nouvelle contribution nationale déterminée (CDN), laquelle devra inclure un nouvel objectif climatique indicatif à l'horizon 2035. Le Conseil Environnement a discuté de cette proposition lors de sa réunion du 18 septembre.

La décarbonation de l'économie européenne nécessitera une révolution industrielle :

production de matériaux de base bas carbone (acier, ciment, chimie, aluminium, 46 Md€ d'investissements annuels nécessaires selon l'étude d'impact de la Commission), de métaux et matériaux critiques, croissance des productions d'énergies renouvelables et nucléaires, batteries, véhicules électriques, pompes à chaleur, hydrogène, captage et stockage du CO₂, ainsi que solutions d'élimination du carbone atmosphérique.

Pour atteindre ses objectifs climatiques tout en préservant sa souveraineté industrielle et technologique, l'Europe doit donc non seulement transformer ses capacités de production existantes, mais également développer de nouvelles filières compétitives dans ces secteurs stratégiques. C'est la raison pour laquelle l'adoption d'un tel objectif ne peut être décorrélé de l'adoption des mesures européennes de politique industrielle nécessaire à la préservation et la transformation de ces secteurs.

L'adoption de l'objectif climatique 2040 doit ainsi s'inscrire dans un équilibre global reposant sur des conditions industrielles indispensables à sa mise en œuvre. Sans celles-ci, un objectif ambitieux de décarbonation ne pourrait être atteint de manière réaliste. Il est donc essentiel de définir un cadre garantissant que nos ambitions climatiques avancent de pair avec le renforcement de la compétitivité européenne. C'est la raison pour laquelle, nous appelons à ce que le prochain débat sur la compétitivité au Conseil européen comprenne une discussion sur ces conditions habilitantes.

Par ce point divers, la France souhaite attirer l'attention sur la nécessité que la Commission européenne accélère la concrétisation de certains engagements situés hors du champ strict de la loi climat, mais indispensables à une décarbonation compétitive de l'industrie européenne :

- Une révision ambitieuse du MACF avant son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2026 pour lutter efficacement contre les fuites de carbone, notamment par le biais d'un plus grand recours aux valeurs par défaut pour lutter contre le *resource shuffling*.
- L'adoption rapide de mesures **commerciales protectrices sur l'acier pour une mise en** œuvre dès juin 2026, comme demandé par le non-papier présenté par la France et 10 autres Etats-membres lors du dernier conseil informel compétitivité.
- L'accès effectif aux ressources économiques et financières nécessaires à la décarbonation, notamment via l'opérationnalisation rapide de la Banque de la décarbonation de l'industrie.
- La prise en compte des incertitudes liées au développement des puits de carbone naturels et technologiques afin de disposer de trajectoires claires pour la décarbonation du secteur industriel. Des propositions permettant d'intégrer ces incertitudes dans la formulation de l'objectif (séparation brut/net, clause de revoyure, fourchette) ont été présentées et il est important que les discussions aboutissent.

- La mise en œuvre rapide des feuilles de route sectorielles (acier, automobile, chimie) présentées par la Commission européenne pour une mise en œuvre début 2026.
- La présentation d'une loi d'accélération de l'activité industrielle efficace, visant notamment à créer des marchés pilotes réservés aux producteurs européens de produits bas carbone dans des secteurs stratégiques (acier, ciment, fertilisants, carburants aériens et maritimes).
- La **révision des règles de commande publique** afin de favoriser les produits durables en intégrant des mécanismes de résilience et de préférence européenne.
- L'intégration de la dimension mondiale des politiques climatiques européennes : l'Union doit se doter d'une métrique d'empreinte carbone, afin d'assurer un impact réel à l'échelle mondiale et de valoriser les relocalisations bénéfiques ;
- Une clause de surveillance de la compétitivité au cours de la transition vers l'objectif
 2040, permettant de déclencher des mesures de soutien en cas de menace sur la compétitivité de l'industrie européenne

La mise en œuvre de ces mesures permettrait de concilier compétitivité et ambition climatique et serait à même de permettre notre soutien à un objectif climatique pour 2040. Le fait de soulever ces questions, y compris celles qui ne peuvent pas être mises en œuvre immédiatement, au sein du Conseil Compétitivité, pourrait faciliter une réflexion plus large sur les conditions favorisantes nécessaires pour atteindre notre ambition climatique, y compris dans le contexte de la discussion qui aura lieu au sein du Conseil européen.

Courtesy translation

Reconciling the 2040 climate target with European industrial competitiveness

On 2 July 2025, the European Commission presented its proposal to amend the European Climate Law (ECL) with a view to introducing an **EU climate target for 2040**. At the same time, ahead of COP 30 in Belém, the European Union must submit its **new nationally determined contribution** (NDC) by the end of September 2025, which must include a new indicative climate target for 2035. The Environment Council discussed this proposal at its meeting on 18 September.

Decarbonising the European economy will require an industrial revolution: production of low-carbon basic materials (steel, cement, chemicals, aluminium, €46 billion in annual investment required according to the Commission's impact assessment), critical metals and materials, growth in renewable energy production and nuclear energy, batteries, electric vehicles, heat pumps, hydrogen, CO2 capture and storage, as well as atmospheric carbon removal solutions.

To achieve its climate goals while preserving its industrial and technological sovereignty, **Europe** must not only transform its existing production capacities but also develop new competitive industries in these strategic sectors. This is why the adoption of such a goal cannot be separated from the adoption of the European industrial policy measures necessary to preserve and transform these sectors

The adoption of the 2040 climate target must therefore be part of an **overall balance** based on the industrial **conditions that are essential for its implementation**. Without these conditions, an ambitious decarbonisation target cannot realistically be achieved. It is therefore crucial to establish a framework that ensures that our climate ambitions go hand in hand with strengthening European competitiveness. That is why we are calling for the next debate on competitiveness at the European Council to include a discussion on these enabling conditions.

With this AOB, France would therefore like to draw attention to the need for the European Commission to accelerate the implementation of certain commitments that fall outside the strict scope of climate legislation but are essential for the competitive decarbonisation of European industry:

- An ambitious revision of CBAM before it comes into force on 1 January 2026 to effectively address carbon leakage, in particular through greater use of default values to tackle resource shuffling.
- The rapid adoption of protective trade measures on steel for implementation as early as June 2026, as requested in the non-paper presented by France and 10 other Member States at the last informal Competitiveness Council.
- Effective access to the economic and financial resources needed for decarbonisation, in particular through the rapid operationalisation of the Industrial Decarbonisation Bank.
- Taking into account the uncertainties associated with the development of natural and technological carbon sinks in order to establish clear pathways for the decarbonisation of the industrial sector. Proposals to incorporate these uncertainties into the formulation of the target (gross/net separation, review clause, range) have been presented and it is important that the discussions be concluded.
- **Rapid implementation of the sectoral roadmaps** (steel, automotive, chemicals) presented by the European Commission for implementation in early 2026.
- The presentation of an effective law to accelerate industrial activity, aimed in particular at creating pilot markets reserved for European producers of low-carbon products in strategic sectors (steel, cement, fertilisers, aviation and maritime fuels).
- The revision of public procurement rules to promote sustainable products by incorporating resilience and European preference mechanisms.
- The integration of the global dimension of European climate policies: the Union must adopt a carbon footprint metric to ensure a real impact on a global scale and to promote beneficial relocations.
- A competitiveness monitoring clause during the transition to the 2040 target, allowing for support measures to be triggered in the event of a threat to the competitiveness of European industry.

The implementation of these measures would make it possible to reconcile competitiveness and climate ambitions and would enable us to support a climate target for 2040. Raising these issues, including those that cannot be implemented immediately, within the Competitiveness Council could facilitate a broader reflection on the enabling conditions necessary to reach our climate ambition, including in the context of the discussion which will take place within the European Council.